

Pierre BEAUCAGE

Anthropologue, professeur, département d'anthropologie,
Université de Montréal

(1983)

“Crise, recherche et pouvoir éthique :
remarques d'un anthropologue
sur les effets de la décroissance.”

**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC**

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Chomedey, Ville Laval, Qc. courriel: rtoussaint@aei.ca.

Page web dans Les Classiques des sciences sociales :

http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html

à partir du texte de :

Pierre BEAUCAGE,

“Crise, recherche et pouvoir éthique : remarques d’un anthropologue sur les effets de la décroissance.”

in ouvrage sous la direction de Lise Pilon-Lê et André Hubert, **Les enjeux sociaux de la décroissance**. Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1982, pp. 23-29. Montréal : Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983, 258 pp.

La présidente de l’ACSALF, Mme Marguerite Soulière, nous a accordé le 20 août 2018 l’autorisation de diffuser en accès libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriels :

La présidente de l’ACSALF, Marguerite Soulière : professeure, École de Service sociale, Université d’Ottawa : marguerite.souliere@uOttawa.ca

Pierre Beaucage : pierre.beaucage@umontreal.ca

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5” x 11”.

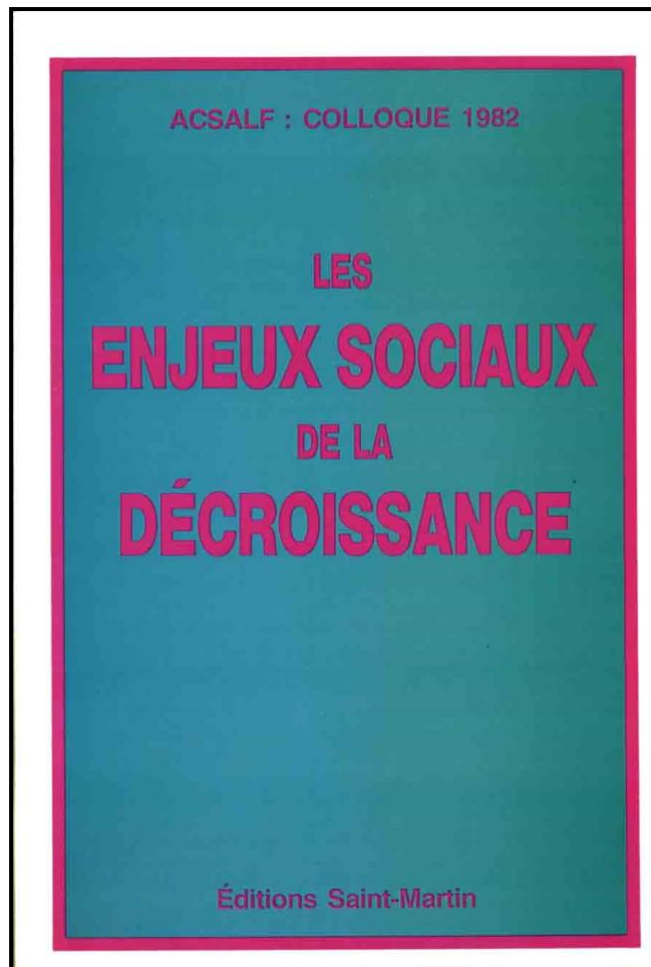
Édition numérique réalisée le 25 mars 2020 à Chicoutimi, Québec.



Pierre BEAUCAGE

Anthropologue, professeur, département d’anthropologie,
Université de Montréal

“Crise, recherche et pouvoir éthique :
remarques d’un anthropologue
sur les effets de la décroissance.”



in ouvrage sous la direction de Lise Pilon-Lê et André Hubert, **Les enjeux sociaux de la décroissance**. Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1982, pp. 23-29. Montréal : Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983, 258 pp.



La présidente de l'ACSALF, Mme Marguerite Soulière, nous a accordé le 20 août 2018 l'autorisation de diffuser en accès libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriel :

La présidente de l'ACSALF, Marguerite Soulière : professeure, École de Service sociale, Université d'Ottawa : marguerite.souliere@uOttawa.ca

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[23]

Les enjeux sociaux de la décroissance.
Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1982.

INTRODUCTION

2

“Crise, recherche
et pouvoir éthique :
remarques d’un anthropologue
sur les effets de la décroissance.”

Par Pierre BEAUCAGE

Université de Montréal
Département d’anthropologie

[Retour à la table des matières](#)

En premier lieu, je voudrais revenir sur le terme même de « décroissance », sur lequel on nous invite à réfléchir aujourd’hui. Je crois que ce terme, dans le contexte actuel, est piégé. En fait, le système capitaliste ne saurait s’accommoder de décroissance ni même de « croissance zéro », comme on aimait à dire il y a quelques années. Le double impact de la *concurrence* (qui persiste avec d’autres formes sous le capitalisme des monopoles) et de la *lutte économique des classes*, entraîne une reproduction sans cesse élargie de la base économique : toujours plus de capitaux, de travailleurs, de marchandises, de profits. Parce que le processus d’accumulation n’a rien d’harmonieux, il aboutit régulièrement à des impasses comme celle que nous connaissons présentement : suraccumulation dans un secteur donné (électronique, énergie), engorgement des marchés, baisse des investissements, fermetures, mises à pied... C’est ce qu’on appelle, fort justement, depuis

près de deux siècles, la crise. Ce qui interdit de parler de « décroissance », c'est que ce blocage ne saurait être que *temporaire* (bien que les crises du vingtième siècle soient dotées d'une durée et d'une profondeur bien supérieures à celles du dix-neuvième). Et ce, parce que les faillites en chaîne et la dévalorisation du capital assainissent le marché, en éliminant les faibles, tandis que le rapport de force entre les classes devient plus favorable aux détenteurs du capital, le tout débouchant tôt ou tard sur la relance... La crise économique, même prolongée, demeure une crise temporaire et non « générale » ou « finale » comme l'avaient cru à tort les théoriciens marxistes de la III^e Internationale au début des années trente. Si le chômage massif ébranle la crédibilité de la classe dominante comme « veillant au bien-être de la collectivité », l'absence d'alternative immédiate et le désarroi grandissant peuvent rendre fonctionnels de nouveaux discours [24] dominants, articulés autour des désormais célèbres « Serrons-nous les coudes » et « Serrez-vous la ceinture » ou d'un « destin national » transcendant.

Ce discours, à son tour, accompagnera de nouvelles pratiques politiques. L'éventail est large et nous ne pouvons discuter ici de leurs conditions d'émergence, qu'il s'agisse des fascismes d'avant-guerre ou du néolibéralisme reaganien.

C'est aux conséquences de cette crise profonde, mais temporaire du système, distincte à la fois d'une crise finale et d'une « décroissance » (phase à laquelle il s'agirait de s'adapter) que je consacrerai les remarques qui suivent. Je m'en tiendrai par ailleurs aux conséquences sur le travail de l'anthropologue dans « sa » société réservant à plus tard le « travail de terrain ».

L'ethnologue et la crise : les pressions d'en haut

Le développement de l'ethnologie a toujours été tributaire de la pénétration du capitalisme dans des sociétés non-capitalistes (indigènes ou paysannes) et il a subi et subit encore directement l'impact des facteurs affectant cette pénétration, comme la crise économique. Longtemps réticents à étudier l'histoire réelle de leur discipline, des

ethnologues ont produit, depuis une dizaine d'années, des études qui nous permettent de mieux saisir ces interrelations (cf. Leclerc, 1972 ; Copans, 1975 ; Goldschmidt, 1979).

Les effets de la crise économique sur les ethnologues se manifestent concrètement par un ensemble de pressions contradictoires qui s'exercent sur eux. D'une part, on voit se fermer certains des débouchés traditionnels directement liés au développement de l'appareil d'État : moins d'argent pour l'enseignement et la recherche « libre » ; la « joie de connaître » n'apparaît plus un mobile suffisant aux bailleurs de fonds. D'autre part, la situation sociale qui change rapidement rend nécessaire la production de nouvelles connaissances, *pratiques* celles-là : il s'agit désormais de comprendre et, si possible, prévoir les nouveaux comportements des groupes sociaux (syndicats, chômeurs, minorités ethniques). C'est la crise des années 30 qui entraîna la mise en place des *gouvernement anthropologistes* dans les colonies africaines de la Grande-Bretagne : suite à la « révolte des femmes » de l'Est nigérian, il apparut plus sage d'étudier de près la coutume indigène avant de procéder à des levées d'impôts et à la mise en place de structures administratives nouvelles, les fameux « warrant chiefs » (Lackner, 1975). De même, aux États-Unis, à cette époque, des ethnologues se verraient confier la tâche de conseiller les responsables de l'application du New Deal aux réserves indiennes (Kimball, 1979 ; McNickle, 1979). Les « pressions nouvelles » se traduisent alors par une plus grande visibilité de l'ethnologie et sa réorientation vers la recherche-action. La communication entre hommes politiques et chercheurs-conseillers se fonde sur l'acceptation par ces derniers des objectifs établis par les premiers, et la confiance des premiers quant à la fiabilité de l'analyse établie par les seconds. Cela n'exclut pas la possibilité de nombreuses divergences portant sur des problèmes concrets (Kimball, 1979). [25] L'accord *quant au fond* permet la persistance du même type de relations bien au-delà de la Grande Crise (N.A.C.L.A. in Copans, 1975).

Par rapport à cette période, la situation d'aujourd'hui présente des similitudes, mais de nombreuses différences. L'État a encore besoin de connaissances précises sur le comportement de divers groupes sociaux comme préalable à la mise en œuvre de politiques de « redressement » ou d'austérité : l'attitude des jeunes, des syndicats, des femmes, sont autant d'éléments indispensables. Mais l'adhésion globale des professionnels des sciences sociales aux objectifs de gestion de la crise

n'est plus un acquis. Les débats qui ont secoué les milieux universitaires depuis une vingtaine d'années, la prise de conscience d'une certaine « responsabilité sociale ¹ » chez des générations d'intellectuels ont marqué d'ambiguïté, pour dire le moins, les rapports avec l'État. De sorte que les gouvernants ne confient plus leurs « dossiers chauds » à l'étude des universitaires, préférant les voir traiter par leurs spécialistes, dont la loyauté leur semble plus assurée. Ni le ministère des Affaires indiennes ni le S.A.G.M.A.I. ne confieraient à Rémi Savard le dossier des droits autochtones pas plus que les Affaires extérieures ne souhaitent une évaluation par le Groupe d'études latino-américaines (Lawg) de Toronto de la politique d'aide à l'Amérique latine ². La crise, qui pousse le capital financier canadien à s'assurer le contrôle des matières premières et à pénétrer davantage les marchés du Sud, rend plus impérieux encore le contrôle idéologique des producteurs de connaissances.

Pour moi, l'effet de la crise sur les sciences sociales (tel qu'on peut le voir à partir de l'anthropologie) est donc plus complexe que la simple réduction du financement qu'implique le terme de décroissance, réduction qu'il s'agirait de gérer de pair avec les autres acteurs sociaux. Il s'agit d'une *marginalisation progressive* de la recherche que j'appellerai libre (libre de diffuser ses résultats, quel que puisse en être l'effet pour les pouvoirs publics ou les grands intérêts économiques). Et cette tendance à la marginalisation résulte premièrement des dimensions politiques de la crise, et non des contraintes budgétaires, bien que ces dernières constituent à la fois un facteur convergent... et un paravent commode. Un des plus « beaux cas », à ma connaissance, a été la mise au rancart du projet de Super-Centre universitaire de recherches sur l'Amérique latine dont l'A.C.D.I. envisageait la création, il y a 5 ans. Je suis persuadé qu'un des facteurs déterminants a été le débat soulevé à l'Université de Montréal (site pressenti) par son implantation et la réticence de nombreux universitaires à cautionner la présence des grandes corporations transnationales canadiennes au

¹ Voir tout le débat suscité chez les anthropologues américains par la guerre du Vietnam reproduit et élargi dans Copans, 1975 ; aussi Asad, 1975 ; Goldschmidt, 1979.

² Voir R. Savard et J.R. Proulx, 1982 ; R. Carty et V. Smith, 1982.

conseil d'administration (présence qui leur sembla prédéterminer l'orientation des recherches...).

Les pressions « d'en bas ».

Une demande nouvelle

En même temps que ses productions comme chercheur « libre » deviennent suspectes aux yeux de ceux qui établissent les grandes politiques, un nouveau type de demande, face à laquelle le chercheur est assez mal préparé, [26] semble présentement se renforcer. Il s'agit de ce que l'on appelle « la communauté » dans la « définition de la charge de travail ». Je me réfère plus précisément aux regroupements ou associations plus ou moins formels de travailleurs, chômeurs, immigrants, ménagères, etc. Le phénomène n'est pas nouveau, il existait déjà au Québec au milieu des années 60. Mais il semble occuper une place croissante dans les activités d'un bon nombre de chercheurs. Ne connaissant aucune étude d'ensemble sur le sujet, je me contenterai de quelques remarques à partir de cas que je connais.

C'est essentiellement en tant que latino-américaniste (et non pas comme anthropologue au sens strict) que j'ai été confronté à ce type de demandes, à partir de 1973. La date correspond à la première vague d'une immigration latino-américaine d'un nouveau genre : les réfugiés politiques. Contrairement aux vagues antérieures de ceux qu'on appelle aujourd'hui des « réfugiés économiques », les nouveaux arrivés, échappés du coup d'État de Pinochet, désiraient conserver des attaches collectives avec leur pays d'origine, faire connaître la situation là-bas et développer un soutien à la résistance. Le même phénomène devait se reproduire par la suite, en s'amplifiant à mesure que la crise économique et politique mondiale sonnait le glas des régimes démocratiques du Cône Sud (Uruguay, 1973 ; Argentine, 1976) et menait à la radicalisation de l'opposition en Amérique centrale (après 1979). Les nouveaux regroupements d'immigrants désiraient, entre autres, produire une information et des analyses susceptibles de contrer celles des médias qui reflétaient exclusivement les grandes agences, évidemment proaméricaines. Pour ce faire, ils sollicitaient l'aide d'universitaires sensibles aux mêmes problèmes. C'est dans ce contexte

que je fus amené à mettre progressivement en veilleuse la micro-analyse à laquelle j'avais été formé comme ethnologue (étude de communautés) pour me donner des outils de compréhension des phénomènes globaux affectant tout le continent, depuis les flux de capitaux jusqu'aux mouvements d'opposition.

J'observe chez de nombreux collègues un « glissement » analogue, surtout depuis cinq ans. Des religions indiennes, on en vient à traiter de revendications territoriales ; de la paysannerie, on passe à l'analyse des politiques agricoles ; de la culture antillaise, à l'insertion des Haïtiens au Québec ; de l'étude morphologique des races, aux maladies industrielles, etc. Dans chaque cas, c'est l'apparition d'une demande nouvelle de connaissances provenant de groupes bien spécifiques (association indigène ou paysanne, syndicat), à laquelle peut s'ajouter une sensibilisation de certains niveaux gouvernementaux, qui est à l'origine de la réorientation. Tant le contenu que la forme de la connaissance produite en sont fortement affectés. Plutôt que la « vérification d'une hypothèse », on demande au chercheur la *description* adéquate d'une réalité complexe (politique étatique, situation sociale au Guatemala, etc.) et des éléments *d'interprétation*. Le cadre disciplinaire lui-même (anthropologie, science politique) perd beaucoup de son importance, sauf comme garantie (externe) de la rigueur de l'analyse. Quant à la forme, si les résultats sont occasionnellement colligés de façon classique (article de revue professionnelle, etc.), il s'agit le plus souvent de canaux beaucoup [27] moins orthodoxes : présentation commentée de diapositives, articles brefs pour un journal mural ou un bulletin de quartier, etc. Le dénominateur commun de ce type de production, c'est qu'il est directement lié à la crise actuelle, tant par la nature des problèmes auxquels on cherche une réponse (logement, réfugiés, etc.) que par le type d'action revendicative que les groupes lient à de telles connaissances.

Éthique et politique

On aurait tort de voir dans l'émergence et la croissance de ce nouveau type de demandes simplement un nouveau débouché pour

notre production intellectuelle critique désormais moins en demande auprès des détenteurs du pouvoir. L'articulation de la recherche universitaire avec les pratiques d'organisations populaires fait apparaître de nombreux problèmes.

La définition même de notre rôle ne va pas de soi. Les groupes qui viennent solliciter nos services ne recherchent pas, faut-il le dire, une direction. Ils ont déjà une certaine définition de la situation et veulent des connaissances qui *étayent* leurs positions face à telle agence gouvernementale, ou à l'information propagée par les grands médias. Ils se montreront parfois fort réticents si nos travaux débouchent sur des conclusions nuancées, voire carrément contraires à leur vision. Et, à ce niveau, le chercheur peut se trouver dans une situation aussi inconfortable face aux pouvoirs publics que les études dérangent... Par exemple, ma première expérience de recherche militante, avec des Chiliens et des Québécois, arriva à un cul-de-sac : le groupe avec lequel j'étais directement associé, s'il appréciait fort nos recherches concernant le rôle des multinationales canadiennes en Amérique latine, refusait toute remise en cause du rôle de l'Unité populaire, de l'Union soviétique et de Cuba. « C'est là faire le jeu de nos ennemis. Il ne faut parler que de l'impérialisme américain »...

Le problème qui s'est alors posé pour moi, comme pour bien d'autres, est de nature éthique et politique. Les divergences sont-elles majeures ou mineures ? Sert-on mieux la cause de ceux qu'on veut aider en acceptant les règles de fonctionnement d'un groupe (même si elles impliquent qu'on met en veilleuse « pour le moment » une partie de nos résultats de recherche) ou en s'y refusant ? Je ne connais pas de réponse simple ou universelle à la question. Une certaine tradition universitaire poussera certainement les hauts cris : notre devoir est de faire connaître la vérité, toute la vérité... C'est à partir de ce « point de vue de Sirius » qu'on ne s'offusquait pas lorsque des ethnologues camouflaient des magnétophones ou mettaient à profit les chaleureuses relations dont ils jouissaient avec des individus ou des groupes pour obtenir des données qui pouvaient être utilisées contre ces mêmes gens plus tard ³.

³ J'ai été confronté à ce problème dès 1968 au Honduras. Dans la diffusion des résultats de mes travaux sur place, je résolus d'omettre systématiquement toute référence à certaines pratiques rituelles passées de l'ethnie caraïbe. Il

La crise actuelle, qui frappe de plein fouet les groupes populaires qui ont recours à nos services, pose avec encore plus d’acuité ce problème fondamental d’éthique, problème inséparable d’un jugement politique. C’est [28] lorsqu’il est devenu clair pour moi que mon silence servait à cautionner un projet politique avec lequel j’étais en désaccord (le développement des conceptions prosoviétiques dans les milieux populaires québécois) que j’ai cessé de débattre et que j’ai rompu. La question des divergences entre recherche et action militante s’est depuis posée à plusieurs reprises en des termes différents.

Après les remarques qui précèdent, il est clair que, pour moi, la crise actuelle n’est pas qu’un « mauvais moment à passer » pour la recherche. Par ses conséquences sur les rapports entre l’État, les groupes populaires et les chercheurs, elle peut être une occasion de définir de nouvelles orientations pour le travail. Et ces orientations, à leur tour, impliquent, en ce qui me concerne, une remise en question tant du rôle du chercheur que du discours « neutraliste » qui prévaut encore dans nos disciplines.

Pierre Beaucage
Université de Montréal
Département d’anthropologie

Notes

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

m’apparut clair que de révéler ces informations — qui m’avaient été livrées confidentiellement par des anciens — n’aurait servi qu’à accentuer le racisme que ce peuple doit déjà subir de la part de la nation majoritaire.

[29]

Références bibliographiques

Asad, Talal (éd.), *Anthropology and the Colonial Encounter*, Londres, Ithaca Press, 1975.

Copans, Jean, [Anthropologie et impérialisme](#), Paris, Maspero, 1975.

Goldschmidt, Walter, *The Uses of Anthropology*, Washington, American Anthropological Association, 1979.

Leclerc, Jean, *Anthropologie et colonialisme*, Paris, Fayard, 1972.

Lackner, Helen, « Colonial administration and social anthropology. Eastern Nigeria 1920-1940 », *in* Asad, 1975.

Kimball, S.T., « Land use management : the Navajo Reservation », *in* Goldschmidt, 1979, pp. 61-78.

McNickle, D'Arcy, « Anthropology and the Indian Reorganization Act », *in* Goldschmidt, 1979, pp. 51-60.

N.A.C.L.A., « La guerre secrète. Le rôle des études latino-américaines », *in* Copans, 1975, pp. 213-262.

Savard, R. et Proulx, J.R., *Derrière l'épopée, les autochtones*, Montréal, Hurtubise, 1982.

Carty R. et Smith, V., *Perpetuating Poverty*, Toronto, Between the lines, 1981.

[30]